

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**MONABANQ**

Société anonyme à Conseil d'administration  
au Capital de 34 000 000€  
Siège social : Parc de la Haute Borne - 61, Avenue Halley  
59650 Villeneuve d'Ascq  
341 792 448 RCS Lille Métropole

*Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée Générale ordinaire annuelle et extraordinaire du 26 mai 2026*

**I.— Bilan**

(En milliers d'Euros)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Caisse, banques centrales	0,7759	1
Créances sur les établissements de crédit	413 809	441 554
- <i>A vue</i>	54 518	61 718
- <i>A terme</i>	359 291	379 836
Opérations avec la clientèle	763 403	638 487
- <i>Autres concours à la clientèle</i>	131 285	119 314
- <i>Crédits à la clientèle financière</i>	623 000	511 000
- <i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	9 119	8 173
Obligations et autres titres à revenu fixe		0
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme	2 386	1 648
Parts dans les entreprises liées		
Immobilisations incorporelles	87	87
Immobilisations corporelles	268	193
Autres actifs	12 152	11 815
Comptes de régularisation	6 042	7 274
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 198 148</b>	<b>1 101 059</b>

<b>Passif</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Dettes envers les établissements de crédit	35 452	25 672
- <i>A vue</i>	452	672
- <i>A terme</i>	35 000	25 000
Opérations avec la clientèle	1 093 847	1 009 995
- <i>Comptes d'épargne à régime spécial</i>	595 359	497 265
- <i>A vue</i>	593 693	495 081
- <i>A terme</i>	1 666	2 185
- <i>Autres dettes</i>	498 488	512 730
- <i>A vue</i>	498 488	512 730
- <i>A terme</i>		
Dettes représentées par un titre		
- <i>Titres de créances négociables</i>		
- <i>Emprunts obligataires</i>		
Autres passifs	7 982	6 469
Comptes de régularisation	16 789	19 365
Provisions	4 050	3 707
Dettes subordonnées	0	0
Capitaux propres hors FRBG	40 028	35 851
- <i>Capital souscrit</i>	34 000	34 000
- <i>Primes d'émission</i>	2 775	2 775
- <i>Réserves</i>	32 875	25 700
- <i>Provisions réglementées</i>		
- <i>Report à nouveau</i>	-2 799	-2 799
- <i>Résultat de l'exercice</i>	-26 823	-23 825
<b>Total du passif</b>	<b>1 198 148</b>	<b>1 101 059</b>

<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Engagements donnés</b>		
<u>Engagements de financement</u>		
- Engagements en faveur d'établissements de crédit		
- Engagements en faveur de la clientèle	41 502	44 350
<u>Engagements de garantie</u>		

- Engagements en faveur d'établissements de crédit	125	230
- Engagements en faveur de la clientèle	1 110	1 110
<b>Engagements reçus</b>		
<u>Engagements de financement</u>		
- Engagements reçus d'établissements de crédit	0	0
<u>Engagements de garantie</u>		
- Engagements reçus d'établissements de crédit	125	115
- Engagements reçus de la clientèle	54 956	52 317

**II - Compte de résultat**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	39 128	38 812
- Sur opérations avec les établissements de crédit	28 059	29 183
- Sur opérations avec la clientèle	10 404	8 917
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe	665	713
- Autres intérêts et produits assimilés		
Intérêts et charges assimilés	-16 882	-20 987
- Sur opérations avec les établissements de crédit		
- Sur opérations avec la clientèle	-16 882	-20 987
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
- Autres intérêts et charges assimilés		
Commissions (produits)	30 797	26 438
Commissions (charges)	-11 370	-10 408
Gains nets sur opérations des portefeuilles de négociation		
Gains nets sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
Autres produits d'exploitation bancaire	40	77
Autres charges d'exploitation bancaire	-597	-543
<b>Produit net bancaire</b>	<b>41 116</b>	<b>33 390</b>
Charges générales d'exploitation	-62 152	-51 707
Frais de personnel	-24 621	-19 276
Autres frais administratifs	-37 531	-32 431
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-61	-24
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>-21 096</b>	<b>-18 341</b>
Coût du risque	-5 794	-5 600
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-26 890</b>	<b>-23 941</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-0	
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>-26 891</b>	<b>-23 941</b>
Résultat exceptionnel Impôt sur les bénéfices		
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées	68	116
<b>Résultat net</b>	<b>-26 823</b>	<b>-23 825</b>

**III - Affectation du résultat**

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires décide d'imputer en totalité la perte de l'exercice 2025, s'élevant à 26 822 542,71 euros, en totalité sur la réserve spécialement constituée à cet effet par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 septembre 2025.

L'Assemblée Générale des actionnaires prend acte de ce qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

**IV - Annexes 2025****I - Faits marquants de l'exercice**

L'année 2025 nous a permis d'accélérer et intensifier sur la dimension recrutement (+49% d'ouvertures de comptes courants en conquête par rapport à l'année 2024).

Cette conquête s'est à nouveau fortement centrée sur notre cœur business et notamment sur nos packages les plus hauts de gamme (plus haut de gamme : +94%) et nos packages Entrées de gamme Pratiq (+65%).

Notre stratégie épargne reste compétitive. La collecte reste dynamique et nous dépassons nos prévisions budgétaires en cette fin d'année 2025. L'encours de notre épargne bilantielle a progressé de près de 100M€ (+97M€) avec une avance +43 M€ par rapport à nos prévisions budgétaires. Le compte à terme porte une partie significative de cette dynamique.

Sur le crédit à la consommation, les ouvertures sont en progression de 21% sur le crédit amortissable, en raison d'une conjugaison d'offres promotionnelles et d'un dynamisme commercial entretenu notamment par des challenges récurrents.

Le crédit renouvelable a continué encore plus rapidement son développement, avec 45% d'ouvertures supplémentaires : il bénéficie de l'effet de halo constaté sur la dynamique commerciale de l'amortissable avec des dispositifs internes qui permettent de proposer des offres renouvelables toujours mieux adaptées à la demande de la clientèle.

Le crédit avance sur épargne salariale progresse aussi de l'ordre de 28% par rapport à l'année dernière.

A date, nous n'avons pas souhaité relancer de manière active notre développement sur les crédits longs, notamment l'immobilier.

Enfin, concernant l'IARD, nous continuons à équiper nos clients, afin de les fidéliser en proposant une gamme plus riche de produits d'assurance.

Le 30 septembre 2025, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 31 millions d'euros. Au cours de la même Assemblée, le capital social a été réduit de pareille somme.

Le montant du capital social de la Société reste inchangé, à savoir 34 000 000 euros.

Contexte macro-économique et géopolitique :

Le contexte d'incertitudes macro-économiques et géopolitiques persiste, avec la poursuite de la crise ukrainienne et des conflits au Moyen-Orient. Pour rappel, Crédit Mutuel Alliance Fédérale n'étant pas implanté sur ces zones de guerre, les expositions directes dans ces pays sont non significatives. Il reste cependant vigilant sur les conséquences indirectes de ces crises. Le groupe suit également les développements en matière de droits de douane, impulsés par le gouvernement américain et les potentielles conséquences économiques sur ses clients. L'incertitude quant à la matérialité et la nature du budget national en France et l'instabilité des gouvernements constituent des incertitudes tant pour le Groupe que pour ses clients. Face à ce contexte, il suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit, la valorisation de ses portefeuilles, la gestion du risque de taux et sa liquidité. Le groupe possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste. En outre, la solidité du groupe permettra de faire face à cette situation grâce au niveau de ses capitaux propres, fonds propres prudentiels et des ratios qui en découlent.

Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'évènement post clôture

## II - Principes comptables

Les comptes sociaux de Monabanq sont établis conformément aux principes comptables généraux et aux règlements de l'Autorité des normes comptables (ANC) dont le règlement 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce dernier intègre la suppression des transferts de charges, telle qu'introduite par le règlement ANC 2023-03 qui s'applique pour la première fois à l'exercice 2025 et qui n'a pas d'impacts sur les comptes individuels de Monabanq.

Les conventions comptables générales appliquées à Monabanq sont dans le respect du principe de prudence :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

- Les comptes ont été établis conformément aux dispositions réglementaires, en particulier, telles qu'elles sont prévues par le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2000-03 modifié par le CRC 2005-04 relatif à la présentation des documents de synthèse individuels des entreprises relevant du Comité de Réglementation Bancaire et Financière.

- Aucune dérogation n'a été effectuée quant aux règles et méthodes générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### A - Créances sur la clientèle

Les encours restructurés représentent les encours faisant l'objet d'un réaménagement de dette.

L'encours douteux se compose des créances présentant un risque de crédit avéré, correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un impayé supérieur ou égal à 1 euro de plus de 90 jours,
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Au sein des encours douteux, Monabanq identifie les encours douteux compromis, ces encours sont composés des créances en situation : de déchéance du terme, douteuses depuis plus de 12 mois.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par "contagion" un classement identique de la totalité de l'encours.

Les montants des crédits en cours incluent les encours douteux nets de dépréciations.

Les encours ne présentant plus les caractéristiques du déclassement en encours douteux font l'objet d'un retour en encours sains. La période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés et de douze mois pour les crédits restructurés.

Monabanq constitue des dépréciations destinées à couvrir les créances sur la clientèle pour lesquels il existe un risque avéré de non-recouvrement. Ces dépréciations sont calculées par application d'une modélisation statistique qui, à partir des flux de recouvrement, sur la base de données historiques observés sur des portefeuilles homogènes de créances, déterminent les flux futurs attendus de ces créances.

Les dépréciations sur les créances impayées sont calculées en appliquant des taux de provisionnement croissants en fonction du degré de gravité de chaque catégorie d'encours (nombre de mensualités de retard plus ou moins important, motifs spécifiques...).

Les taux retenus reposent sur une approche statistique des flux d'encaissements prévisionnels, réactualisés à chaque arrêté annuel. Ces taux font l'objet d'une actualisation, conformément aux dispositions du CRC 2002-03 modifié par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

L'approche statistique s'appuie sur le système de notation interne de Monabanq, basé sur une segmentation de l'encours ainsi que sur le nombre de mensualités impayées. La segmentation de l'encours de Monabanq, est définie en fonction de la situation de la créance dans le système de gestion de Monabanq.

Les dotations et reprises d'actualisation sont passées en coût du risque.

Monabanq comptabilise les intérêts sur encours douteux conformément aux termes du contrat. Ils entrent dans la base du calcul de la dépréciation au titre des pertes probables avérées.

En application du règlement ANC 2014-07 une décote relative aux créances restructurées est constituée. Les créances restructurées sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

La décote est calculée sur les encours sains et représente le manque à gagner actualisé entre le nouveau taux de la créance et le taux initial du prêt. La décote est enregistrée en coût du risque au moment de sa constitution. Les reprises de décote sont enregistrées en produit net bancaire.

Au bilan, elle est inscrite en minoration des encours.

**B - Titres**

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

En ce qui concerne les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations dont les mouvements sont inscrits en coût du risque.

Monabanq. ne détient que des titres de placement et/ou d'investissement.

**• Titres de placement**

Les titres de placement sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus. Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste "Intérêts et produits assimilés".

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

**• Titres d'investissement**

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres.

Les titres d'investissement sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles ou lorsque la situation financière des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent sauf exceptions pas faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

**C - Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation suivant le mode linéaire ou le mode dégressif.

Les principes retenus sont les suivants :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels acquis sont comptabilisés en autres immobilisations incorporelles et font l'objet d'un amortissement comptable de 5 à 7 ans.

Immobilisations corporelles

Agencements, aménagements et sécurité : 10 ans Autres immobilisations : 4 à 5 ans.

**D - Provisions.**

Les provisions sont évaluées par la Direction pour faire face aux obligations actuelles de la société (juridiques ou implicites), en respect des principes comptables français. L'évaluation des litiges est effectuée sur la base des demandes reçues des tiers révisées le cas échéant en fonction des actions en défense de la société.

**E - Produits et charges d'exploitation bancaire**

Les produits et charges bancaires sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis, à l'exception des indemnités de retard sur dossiers de crédit qui sont enregistrées en produit dès leur acquisition.

**F - Opérations sur instruments financiers à terme**

Monabanq. a mis en place au 31 décembre 2025 des opérations de micro-couvertures correspondant aux opérations suivantes :

- Swaps, emprunteur Taux Variable, prêteur Taux Fixe

Ces différents engagements constituent des opérations de micro-couverture du risque de taux.

En effet, toutes ces opérations sur marchés à terme, de gré à gré, viennent s'adosser à des ressources à taux variable ou au renouvellement de ressources à taux fixe échues à court terme, et ceci afin de diminuer l'exposition de Monabanq à d'éventuelles hausses de taux.

En 2025, les charges et produits sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « autres intérêts et produits (charges) assimilés ».

**G - Informations relatives aux parties liées**

Les parties liées à monabanq. sont :

- la société qui contrôle l'entité monabanq. S.A. : COFIDIS Group
- les entités contrôlées par la société mère : la Banque Fédérative du Crédit Mutuel
- les principaux dirigeants de monabanq S.A. ou de ses actionnaires

**III - Notes sur le bilan****Actif (en milliers d'euros)****A - Créances sur les établissements de crédit**

Ces créances se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Comptes à vue*	54 518	61 718
Comptes à terme	355 000	375 000
Créances rattachées	4 291	4 836
<b>Total</b>	<b>413 809</b>	<b>441 554</b>
<i>* dont Compte BFCM pour 53 841 K€</i>		

**Échéancier au 31.12.2025**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Total bilan</b>	<b>&lt;3 mois</b>	<b>3 mois à 1 an</b>	<b>1 à 5 ans</b>	<b>&gt;5 ans</b>
Créances sur les établissements de crédit	413 809	66 809	69 000	196 000	82 000

**B - Opération sur la clientèle**

Ce poste s'analyse de la façon suivante au 31 décembre 2025

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Autres concours Clientèle</b>	<b>Comptes ordinaires Débiteurs</b>	<b>Total 2025</b>	<b>Total 2024</b>
Encours sains	742 614	4 962	747 576	625 081
Encours dépréciés non douteux	4 883		4 883	3 957
Encours sains restructurés nets de décote	289		289	477
Encours douteux	14 385	10 495	24 879	21 427
Dépréciations	-10 081	-6 397	-16 478	-14 438
<b>Encours nets</b>	<b>752 089</b>	<b>9 060</b>	<b>761 149</b>	<b>636 503</b>
Créances rattachées	2 225		2 225	1 984
<b>Encours totaux</b>	<b>754 344</b>	<b>9 060</b>	<b>763 403</b>	<b>638 487</b>

**Echéancier au 31.12.2025**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Total bilan</b>	<b>&lt;3 mois</b>	<b>3 mois à 1 an</b>	<b>1 à 5 ans</b>	<b>&gt;5 ans</b>
Créances sur les établissements de crédit	752 748	7 739	21 938	233 551	489 520

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Ouverture 31/12/2024</b>	<b>Dotation/Reprise nette</b>	<b>Clôture 31/12/2025</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>-14 438</b>	<b>-2 040</b>	<b>-16 478</b>
Dont			
- Encours sains	-650	-39	-689
- Encours douteux	-3 464	-402	-3 866
- Enc. douteux compromis	-10 325	-1 599	-11 924
<b>Encours Nets</b>	<b>638 487</b>		<b>763 403</b>

**C - Immobilisations incorporelles et corporelles**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>2025 Valeur Brute</b>	<b>2025 Amortissements Dépréciations</b>	<b>2025 Valeur Nette</b>	<b>2024 Valeur Nette</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>508</b>	<b>421</b>	<b>87</b>	<b>87</b>
Inst. générales, agents, aménagements divers	386	344	42	46
Matériel de transport	157	62	95	115
Autres immobilisations corporelles	756	625	131	32
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 299</b>	<b>1 031</b>	<b>268</b>	<b>193</b>

**D - Autres actifs**

<i>En milliers d'euros</i>	2025	2024
Appel de marge	1 282	2 156
Dépôts de garantie versés	2 159	1 677
Avance permanente	1 290	1 276
Compte collectif Clients	39	44
Flux bancaires en attente	5 023	4 774
Etat, IS et/ou avances Pt libératoires	1 881	1 277
Divers	477	611
<b>Total</b>	<b>12 152</b>	<b>11 815</b>

Les flux bancaires en attente correspondent à des flux clients en instance de dénouement.

**E - Comptes de régularisation (actif)**

<i>En milliers d'euros</i>	2025	2024
Charges constatées d'avance	45	229
Produits à recevoir	1 820	1 425
Flux bancaires en attente	4 177	5 620
<b>Total</b>	<b>6 042</b>	<b>7 274</b>

Les charges constatées d'avance et les produits à recevoir incluent les créances rattachées sur instruments de hors bilan.

**Passif (en milliers d'euros)****F - Dettes envers les établissements de crédit**

Ce poste se décompose de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	2025	2024
Comptes à vue	402	613
Dettes à terme	35 000	25 000
Dettes rattachés	50	59
<b>Total</b>	<b>35 452</b>	<b>25 672</b>

**Échéancier au 31.12.2025 (hors dettes rattachées)**

<i>En milliers d'euros</i>	Total Bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	>5 ans
Comptes à vue	402	402			
Dettes à terme	35 000	15 000		20 000	

**G - Comptes créditeurs de la clientèle**

Ce poste se décompose de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	2025	2024
Compte d'épargne à régime spécial		
- à vue	593 693	495 081
- à terme	1 666	2 184
Autres dettes		
- à vue	498 489	512 730
<b>Total</b>	<b>1 093 847</b>	<b>1 009 995</b>

Les comptes d'épargne à régime spécial sont constitués de Livrets ordinaires, Livrets Jeunes, de Livrets de Développement Durable, de Livrets d'Epargne Populaire.

Application du règlement ANC 2020-10 qui apporte la modification de présentation des états financiers. Depuis 2022, la créance de la CDC relatif aux encours des livrets réglementés (A et LDD) est présentée en diminution de la dette sur la clientèle. Le montant au 31/12/2025 est 1 67 732 €.

**H - Autres passifs**

<i>En milliers d'euros</i>	2025	2024
Personnel et comptes rattachés	3 369	2 489
Fournisseurs	1 160	2 663
Etat, impôts et taxes	3 206	1 089
Divers	247	228
Appel de marge reçu		
<b>Total</b>	<b>7 982</b>	<b>6 469</b>

**I - Comptes de régularisation (passif)**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Charges à payer	12 674	11 057
Personnel	2 774	2 167
Fournisseurs	9 096	8 041
Divers	804	849
Intérêt courus	2 237	4 135
Créditeurs divers	1 878	4 173
<b>Total</b>	<b>16 789</b>	<b>19 365</b>

Les comptes de régularisation sont principalement constituées de charges générales d'exploitation dont les refacturations à payer au GEIE SynerGIE ainsi que de dettes rattachées sur instruments de hors bilan, ou des flux financiers en attente.

**J - Provisions**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>Dot. de la période</b>	<b>Reprise utilisée</b>	<b>Reprise non-utilisée</b>	<b>31/12/2025</b>
- Provisions Litiges	1 068	619	616		1 071
- Provision retraite	2 131	241			2 372
- Médailles du Travail	99	5			104
- Provisions C.A.T	409	94			503
<b>Total des provisions</b>	<b>3 707</b>	<b>959</b>	<b>616</b>	<b>0</b>	<b>4 050</b>

**K - Capitaux propres**

Le capital social de Monabanq s'élève à 34 000 000 euros, il est composé de 2 125 000 actions d'un montant nominal de 16 euros, entièrement libérées.

Les réserves : la variation des postes réserves s'explique comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31.12.24</b>	<b>Affectation du résultat 2024</b>	<b>+</b>	<b>-</b>	<b>31.12.25</b>
Capital	34 000				34 000
Prime d'émission	2 775				2 775
Réserve légale	1 700				1 700
Autres réserves distribuables					
Réserves diverses					
Réserve indisponible	24 000	-23 825	31 000		31 175
Prov. réglementée					
Report à nouveau	-2 799				-2 799
Résultat	-23 825	23 825		-26 823	-26 823
<b>Total</b>	<b>35 851</b>	<b>0</b>	<b>31 000</b>	<b>-26 823</b>	<b>40 028</b>

**IV - Notes sur les IFT et hors bilan****A - Instruments financiers à terme**

Comptablement, toutes les opérations sont prises en compte dès leur conclusion, même si la période couverte est différée.

Micro couverture

- Swaps, à hauteur de 65 millions d'euros

**Échéancier au 31.12.2025**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Total Bilan</b>	<b>-d'un an</b>	<b>1 à 5 ans</b>	<b>&gt;5 ans</b>
Swaps	65 000	15 000	50 000	

La juste valeur des instruments dérivés s'établit à -1 214 milliers d'euros

**B - Engagements de financement reçus**

Au 31/12/2025, il n'existe plus d'accords de refinancement reçus.

**C - Engagements donnés de financement en faveur de la clientèle**

Les concours que la société s'est irrévocablement engagée à consentir en faveur de ses clients, lorsque ceux-ci en feront la demande (dans le cadre d'ouverture de crédit permanent) s'élèvent au 31/12/2025 à 41 502 milliers d'euros contre 44 350 milliers d'euros au 31/12/2024.



**V - Notes sur le compte de résultat****A - Intérêts et produits assimilés sur les opérations avec les établissements de crédit**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	28 059	29 183
Sur opérations avec la clientèle*	10 404	8 917
Autres intérêts et produits assimilés**	665	712
<b>Total</b>	<b>39 128</b>	<b>38 812</b>
<i>*Cette rubrique de 10 404 milliers d'euros s'entend du montant des affaires réalisées avec les tiers dans l'activité professionnelle normale et courante de l'entreprise.</i>		
<i>**Cette rubrique comprend les produits sur instruments financiers.</i>		

**B - Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	844	1 524
Sur opérations avec la clientèle*	14 466	16 636
Autres intérêts et charges assimilés**	1 572	2 827
<b>Total</b>	<b>16 882</b>	<b>20 987</b>
<i>*Cette rubrique reprend les charges sur comptes et livrets de la clientèle</i>		
<i>**Cette rubrique comprend les charges sur instruments financiers.</i>		

**C - Commissions**

Les postes de charges se composent de :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Opérations avec la clientèle	4 601	3 771
Prestations de services	6 769	6 637
<b>Total</b>	<b>11 370</b>	<b>10 408</b>

Les commissions se composent principalement des commissions d'apporteurs d'affaires, ainsi que des commissions interbancaires.

Les postes de produits se composent de :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Opérations avec la clientèle	14 303	12 162
Prestations de services	16 494	14 276
<b>Total</b>	<b>30 797</b>	<b>26 438</b>

Les commissions se composent principalement de commission d'assurance, ainsi que de commission liées à l'activité clientèle.

**D - Charges générales d'exploitation****Charges de personnel**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Salaires et traitements	15 288	11 884
Charges sociales	5 637	4 482
Charges fiscales	2 156	1 740
Intéressement et participation	1 540	1 170
<b>Total</b>	<b>24 621</b>	<b>19 276</b>

**Autres frais administratifs**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Locations diverses	2 047	1 664
Refacturation groupe	6 819	5 791
Frais informatiques	2 959	3 075
Autres charges (dont budget marketing)	25 706	21 901
<b>Total</b>	<b>37 531</b>	<b>32 431</b>

**E - Coût du risque**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Dotation aux dépréciations (y compris la décote)	-6 800	-6 107
Reprise de dépréciations	4 357	3 694
<b>Dotation nette</b>	<b>-2 443</b>	<b>-2 413</b>
Perte sur créances	-4 373	-3 600
Récupérations sur créances amorties	1 022	405
<b>Coût du risque</b>	<b>-5 794</b>	<b>-5 600</b>

**F - Impôt sur les bénéfices**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Résultat courant avant impôt	-26 891	-23 941
Provisions réglementées	0	0
Impôt sur les bénéfices	68	116
<b>Résultat net</b>	<b>-26 823</b>	<b>-23 825</b>

Monabanq a été intégrée fiscalement du 28/03/2011 jusqu'au 31/12/2024 au sein du groupe porté par la société Cofidis Group.

Monabanq est intégrée fiscalement depuis le 01/01/2025 au sein d'un groupe porté par la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel. Le montant des déficits restants non utilisés s'élève à 10 377 374 €.

**VI - Autres informations****A - Effectif**

L'effectif moyen du personnel en 2025 est de :

Cadres	112
Techniciens des métiers de la banque	283
<b>Total</b>	<b>395</b>

**B - Rémunérations des dirigeants**

Cette information n'est pas communiquée car elle permettrait d'identifier la situation d'un membre déterminé des organes de direction. Aucun jeton de présence n'a été versé aux administrateurs.

**C - Informations sur les engagements de retraite**

L'ensemble des engagements de retraite de monabanq est provisionné dans les comptes annuels.

La charge comptabilisée en résultat au cours de l'exercice intègre :

- les droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice,
- la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement de l'année,
- l'incidence des modifications éventuelles de régimes sur les années antérieures ou de nouveaux régimes,
- l'amortissement des écarts actuariels.

Pour déterminer la valeur actualisée de l'obligation au titre de chaque régime, le groupe utilise la méthode rétrospective avec projection de salaire de fin de carrière selon la méthode dite des unités de crédit projetées. La valorisation des engagements est effectuée chaque année et tient compte, notamment pour la valorisation des engagements, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que taux d'inflation et taux d'actualisation.

Les effets cumulés des écarts actuariels sont amortis sur la durée d'activité résiduelle moyenne des salariés actifs, à l'exception des écarts n'excédant pas 10 % de la valeur la plus élevée entre le montant de l'engagement brut et la juste valeur des actifs de couverture (principe du « corridor »). Cet amortissement d'écart est inclus dans la charge actuarielle de l'exercice suivant. Les écarts constatés sur les autres avantages tels que jubilés, médailles... sont immédiatement comptabilisés au compte de résultat sans application du « corridor ».

La dette relative à l'engagement net de la société concernant le personnel est constatée au passif du bilan, dans la rubrique *Provisions pour retraites et autres avantages*. Les hypothèses retenues sont : Taux d'actualisation : 3.50 %, Taux d'augmentation : 2.70 %, Table mortalité : INSEE.

Le montant du stock des écarts actuariels non comptabilisés est de -300 940 €.

**D - Publicité des honoraires des commissaires**

Les informations relatives aux honoraires des commissaires aux comptes sont fournies dans l'annexe des comptes consolidés de la société Cofidis Group.

**E - Implantations dans les pays non coopératifs**

L'article L. 511-45 du code monétaire et financier, et l'arrêté du ministre de l'Économie du 6 octobre 2009, imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et activités dans les Etats ou territoires n'ayant pas conclu de convention d'assistance administrative avec la France (accords destinés à lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires).

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Au 31 décembre 2025, pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires non fiscalement coopératifs.

**F - Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du Code monétaire et financier)**

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence impose de publier, à compter du 1er janvier 2016, les informations suivantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 :

Nombre de comptes et montants mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier : 10 267 comptes pour 3 333 053.96 €

Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l'article L.312-20 du code monétaire et financier : 153 comptes pour 196 502.24 € déposés à la Caisse des dépôts et consignations.

G - Divers

Monabanq est consolidée depuis le 2 Octobre 2009 au niveau de COFIDIS GROUP, dont le siège social se situe rue du Halley, Parc de la haute Borne à Villeneuve d’Ascq.

H - Proposition d'affectation des résultats 2025

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires l'affectation suivante :

- affectation de la perte, soit 26 822 542.71 euros en réserves indisponibles.

I - Informations relatives aux parties liées

Les conditions de transactions avec les parties liées sont conclues dans des conditions normales de marché.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2025)

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'Assemblée générale  
**MONABANQ**  
Parc de la Haute Borne 61, avenue Halley  
59650 Villeneuve d'Ascq

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société MONABANQ relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l’opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note II de l’annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n°2023-03.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque identifié	Notre réponse d’audit
Compte tenu de son activité d’établissement de crédit, Monabanq constitue des dépréciations destinées à couvrir les créances sur la clientèle pour lesquelles il existe un risque avéré de non-recouvrement.  Comme détaillé dans la note II-A de l’annexe aux comptes annuels, ces dépréciations sont calculées par application d’une modélisation statistique qui, à partir des flux de recouvrement et de pertes, sur la base de données historiques observées sur des portefeuilles homogènes de créances, déterminent les flux futurs attendus de ces créances. Nous avons considéré que l’identification et l’évaluation du risque de crédit ainsi que l’appréciation du niveau de couverture du risque de crédit par des dépréciations constituaient un point clé de l’audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les dépréciations induites constituent une estimation significative pour l’établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.	Nos travaux ont consisté à apprécier l’adéquation des modèles mis en œuvre avec les normes comptables applicables en France et à apprécier la qualité des données utilisées pour déterminer les dépréciations des créances sur la clientèle. Nous avons avec l’aide de nos experts :  • Apprécie le processus de classification des encours, de détermination et de gouvernance des modèles de dépréciation mis en place par la direction,  • Contrôlé les ajustements appliqués aux données calculées par ces modèles ;  • Testé par sondage la classification des encours ;  • Contrôlé le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe, vérifié les contrôles généraux informatiques, les interfaces et les contrôles embarqués dans les applications relatives aux dépréciations des créances.

Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s'élève à 16,5 M€ pour un encours brut de 747,6 M€ au 31 décembre 2025.	• Vérifié l'information financière fournie dans les notes annexes aux comptes annuels relatives aux dépréciations des créances sur la clientèle.
Pour plus de détails sur les principes comptables applicables et les expositions, se référer aux notes II-A, III-B et V-E de l'annexe.	

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4.

### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société MONABANQ par votre assemblée générale du 30 mai 2017 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 24 mai 2023 pour le cabinet KPMG SA.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 9<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG SA dans la 3<sup>ème</sup> année.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

• il apprécie la présentation d’ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 11 mai 2026

Les commissaires aux comptes

<b>PricewaterhouseCoopers Audit</b> Alexandre Decrand	<b>KPMG SA</b> Arnaud Bourdeille et Yann Masset
--	--

**VI. — Rapport de gestion**

KPMG SA Arnaud Bourdeille Le rapport de gestion est disponible à tout public au siège social de Monabanq situé Parc de la Haute Borne, 61 avenue Halley, 59650 Villeneuve-d'Ascq Cedex